

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTERE DU BUDGET
SECRETARIAT GENERAL

Direction Générale des Politiques et Programmation Budgétaire

COMMENTAIRES SUR LES ETATS DE SUIVI BUDGETAIRE
A FIN OCTOBRE 2024 (SITUATION PROVISOIRE)

Les présents commentaires portent sur les Etats de Suivi Budgétaire (ESB) à fin octobre 2024, et s'articulent autour de deux points, à savoir :

- le suivi quantitatif des dépenses ;
- le suivi de la fluidité du circuit (volume des dépenses exécutées d'une étape à une autre en relatif et en absolu).

I. SUIVI QUANTITATIF DES DEPENSES

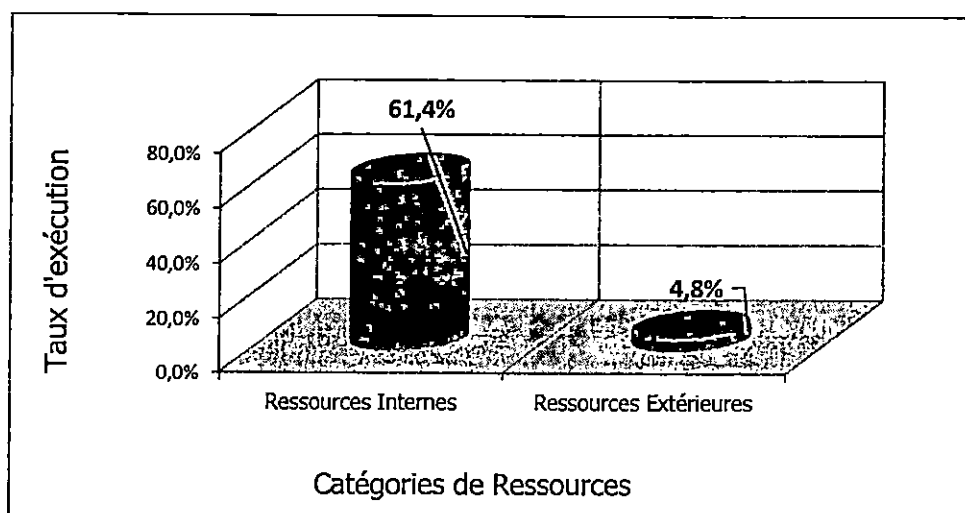
Les Etats de Suivi Budgétaire provisoires à fin octobre 2024 renseignent un niveau global d'exécution des dépenses de l'ordre de 13.726.331.597.859 FC contre les prévisions linéaires de 31.138.561.618.571 FC, soit un taux d'exécution de 44,1%.

Les dépenses exécutées sur ressources propres sont à l'ordre de 13.264.999.516.523 FC contre les prévisions linéaires de 21.599.923.615.482 FC représentant un taux d'exécution de 61,4%.

S'agissant des données relatives aux ressources extérieures, l'exécution est à 461.332.081.335 FC, contre les prévisions linéaires de 9.538.638.003.089 FC, soit un taux d'exécution de 4,8%.

Le graphique 1 ci-dessous renseigne sur l'exécution en pourcentage des dépenses du budget général en ressources internes et extérieures.

Graphique n° 1 : Exécution du budget général par catégorie de ressources



1. La dépense de rémunération se chiffre à 6.913.452.956.725 FC et comprend essentiellement le traitement de base du personnel permanent, le traitement de base du personnel contractuel, les primes et indemnités permanentes et autres.

Le service de la dette a été payé à hauteur de 304.216.575.493 FC et comprend le principal de la dette publique en capital chiffré à 211.499.905.568 FC et les intérêts de 92.716.669.925 FC payés en faveur du club de Kinshasa à hauteur de 11.669.332.976 FC et de la dette multilatérale à hauteur de 81.047.336.949 FC. Les commissions bancaires à hauteur de 61.779.008.160 FC, ont été payés et les intérêts titrisés et moratoires n'ont connu aucune exécution en cette période.

La rétrocession aux Administrations financières a été exécutée à hauteur de 1.084.766.986.898 FC répartis comme suit : la Direction Générale des Impôts 564.563.888.784 FC, Direction Générale des Recettes Administratives, Judiciaires, Domaniales et de Participations 307.303.774.691 FC et la Direction Générale des Douanes et Accises 212.899.323.422 FC, représentant respectivement 52,0%, 28,3% et 19,6% de l'enveloppe totale.

Outre la rémunération, le service de la dette, les charges transférées en province ainsi que la rétrocession aux administrations financières, ci-dessous l'essentiel de dépenses exécutées à fin octobre 2024:

- appui au programme de lutte contre le phénomène kuluna dans les différents districts de la ville province de Kinshasa avec une enveloppe de 800.000.000 FC ;
- paiement d'un montant de 2.385.352.546 FC pour l'acquisition d'équipements médicaux spécialisés au profit de l'Hôpital Général de Kalemie dans la province de Tanganyika, de 17.455.592.321 FC pour l'achat de 4.500 tonnes d'engrais chimiques au profit du Service National ainsi que de 430.187.358 FC pour la maintenance de la centrale hydroélectrique de KAKOBOLA dans la province de Kwilu ;
- mise à disposition de fonds avec une enveloppe de 5.000.000.000 FC au profit des déplacés internes du Nord et du Sud Kivu ;
- approvisionnement en médicaments antipaludéens (FEDECAME) pour une enveloppe de 13.062.599.550 FC ;
- acquisition de matériels agricoles au profit du Ministère de l'Agriculture de l'ordre de 2.651.838.557 FC. Il s'agit notamment de 5 rotary luter alpego rh 300, 5 epandeurs portes, 5 semiors à 6 rangs plus pulvérisateurs, tracteurs et équipements agricoles, 5 tracteurs caseih, 5 charrues à 3 disques et 5 remorques de 5 tonnes de charrues ;
- prise en charge des enfants vivant avec l'autisme et d'autres troubles neurodéveloppementaux d'un import de 300.000.000 FC .

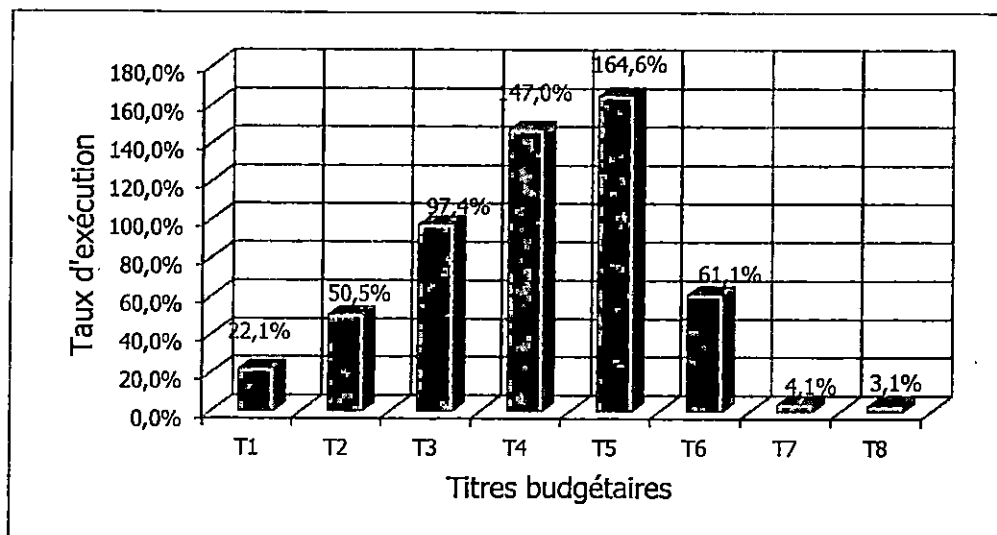
2. Les données d'exécution de dépenses du budget général par *titre (T)* sont reprises dans le tableau ci-après :

Tableau n° 1 : Dépenses du budget général par titre à fin octobre 2024

Code	Titre	Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	955 717 072 274	211 499 905 568	22,1%	1,5%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	183 470 362 718	92 716 669 925	50,5%	0,7%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 738 794 334 098	7 282 328 611 748	7 097 971 854 578	97,5%	51,7%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	401 905 503 127	590 737 198 437	147,0%	4,3%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 130 836 771 220	942 363 976 017	1 545 744 602 427	164,0%	11,3%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 873 101 873	5 891 560 918 227	3 600 769 346 271	61,1%	26,2%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	10 628 365 771 476	435 096 392 784	4,1%	3,2%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	4 852 849 402 984	151 795 627 869	3,1%	1,1%
	Total	37 366 273 942 286	31 138 561 618 572	13 726 331 597 859	44,1%	100%

- Dette publique en capital (T1) : 211.499.905.568 FC contre les prévisions linéaires de 955.717.072.274 FC, soit un taux d'exécution de 22,1% ;
- Frais financiers (T2) : 92.716.669.925 FC contre les prévisions linéaires de 183.470.362.718 FC, soit un taux d'exécution de 50,5% ;
- Dépenses de personnel (T3) : 7.097.971.854.578 FC contre les prévisions linéaires de 7.286.078.611.748 FC, soit un taux d'exécution de 97,4% ;
- Biens et matériels (T4) : 590.737.198.437 FC contre les prévisions linéaires de 401.905.503.127 FC, soit un taux d'exécution de 147,0% ;
- Dépenses de prestations (T5) : 1.545.744.602.427 FC contre les prévisions linéaires de 939.280.642.683 FC, soit un taux d'exécution de 164,6% ;
- Transferts et interventions de l'Etat (T6) : 3.600.769.346.271 FC contre les prévisions linéaires de 5.890.894.251.561 FC, soit un taux d'exécution de 61,1% ;
- Equipements (T7) : 435.096.392.784 FC contre les prévisions linéaires de 10.628.365.771.476 FC, soit un taux d'exécution de 4,1% ;
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition et immobilière(T8) : 151.795.627.869 FC contre les prévisions linéaires de 4.852.849.402.984 FC, soit un taux d'exécution de 3,1%.

Graphique n° 2 : Exécution des dépenses par Titre budgétaire



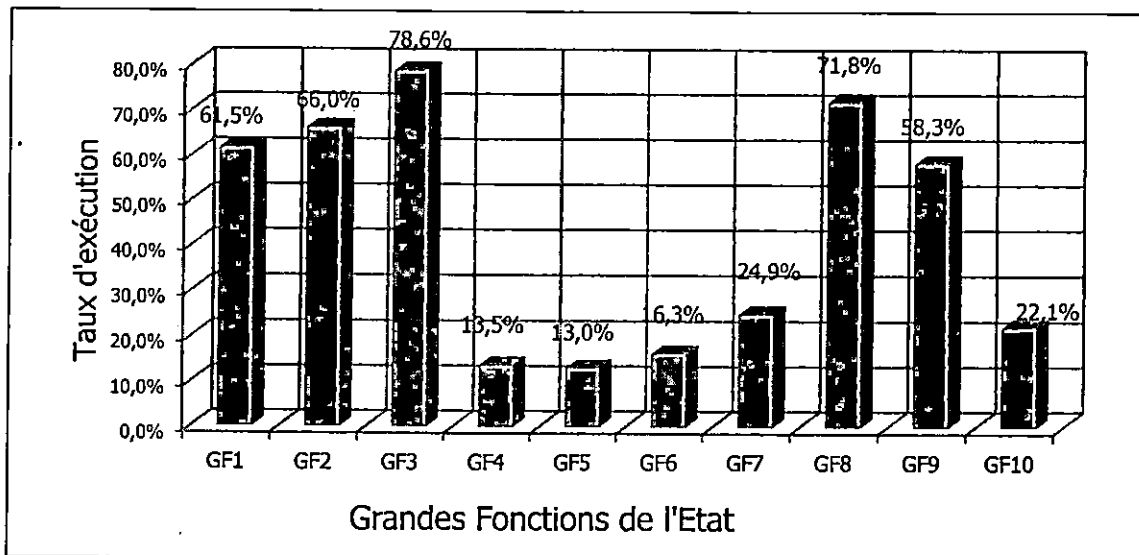
3. Le tableau ci-après renseigne les exécutions de dépense par *grande fonction* (GF) :

Tableau n° 2 : Dépenses du budget général par grande fonction à fin octobre 2024

Code	Grande fonction	Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	SERVICES GENERAUX DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES	9 783 402 838 099	8 152 835 698 415	5 010 533 711 274	61,5%	36,5%
2	DEFENSE	2 537 409 297 058	2 114 507 747 549	1 395 939 261 677	66,0%	10,2%
3	ORDRE ET SECURITE PUBLICS	2 287 297 407 863	1 906 081 173 219	1 498 162 140 767	78,6%	10,9%
4	AFFAIRES ECONOMIQUES	8 632 584 450 532	7 193 820 375 443	974 318 506 825	13,5%	7,1%
5	PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	327 111 945 614	272 593 288 012	35 435 455 633	13,0%	0,3%
6	LOGEMENT ET EQUIPEMENTS COLLECTIFS	628 978 595 976	524 148 829 980	85 237 176 533	16,3%	0,6%
7	SANTE	5 342 195 433 336	4 451 829 527 780	1 109 775 469 280	24,9%	8,1%
8	RELIGION, CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	310 150 138 200	258 458 448 500	185 564 438 496	71,8%	1,4%
9	ENSEIGNEMENT	6 788 628 950 307	5 657 190 791 923	3 297 253 550 498	58,3%	24,0%
10	PROTECTION SOCIALE	728 514 885 300	607 095 737 750	134 111 886 876	22,1%	1,0%
	Total	37 366 273 942 286	31 138 561 618 571	13 726 331 597 859	44,1%	100%

- **Services généraux des Administrations publiques (GF1) :** 5.010.533.711.274 FC contre les prévisions linéaires de 8.152.835.698.415 FC, soit un taux d'exécution de 61,5% ;
- **Défense (GF2) :** 1.395.939.261.677 FC contre les prévisions linéaires 2.114.507.747.549 FC, soit un taux d'exécution de 66,0% ;
- **Ordre et sécurité publics (GF3) :** 1.498.162.140.767 FC contre les prévisions linéaires de 1.906.081.173.219 FC, soit un taux d'exécution de 78,6% ;
- **Affaires économiques (GF4) :** 974.318.506.825 FC contre les prévisions linéaires de 7.193.820.375.443 FC, soit un taux d'exécution de 13,5% ;
- **Protection de l'environnement (GF5) :** 35.435.455.633 FC contre les prévisions linéaires de 272.593.288.012 FC, soit un taux d'exécution de 13,0% ;
- **Logement et équipements collectifs (GF6) :** 85.237.176.533 FC contre les prévisions linéaires de 524.148.829.980 FC, soit un taux d'exécution de 16,3% ;
- **Santé (GF7) :** 1.109.775.469.280 FC contre les prévisions linéaires de 4.451.829.527.780 FC, soit un taux d'exécution de 24,9% ;
- **Religion, culture, sports et loisirs (GF8) :** 185.564.438.496 FC contre les prévisions linéaires de 258.458.448.500 FC, soit un taux d'exécution de 71,8% ;
- **Enseignement (GF9) :** 3.297.253.550.498 FC contre les prévisions linéaires de 5.657.190.791.923 FC, soit un taux d'exécution de 58,3% ;
- **Protection sociale (GF10) :** 134.111.886.876 FC contre les prévisions linéaires de 607.095.737.750 FC, soit un taux d'exécution de 22,1%.

Graphique n° 3 : Exécution des dépenses par Grande fonction de l'Etat



4. Les détails sur l'exécution de dépenses du budget général par *rubrique budgétaire* (RB) sont repris dans le tableau ci-dessous :

Tableau n° 3 : Dépenses du budget général par rubrique à fin octobre 2024

Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Bourse d'Études	10 000 000 000	8 333 333 333	140 959 214	1,7%	0,0%
2	Charges Communes	290 992 034 288	242 493 361 907	188 413 085 801	77,7%	1,4%
3	Contrepartie des Projets	100 978 000 000	84 148 333 333	37 386 928 313	44,4%	0,3%
4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	820 000 000 000	683 333 333 333	69 805 716 205	10,2%	0,5%
5	Dette Publique	1 146 860 486 729	955 717 072 274	211 499 905 568	22,1%	1,5%
6	Financement des Réformes	75 000 000 000	62 500 000 000	218 872 317 673	350,2%	1,6%
7	Fonctionnement des Institutions	1 451 432 383 322	1 209 526 986 101	1 373 446 754 393	113,6%	10,0%
8	Fonctionnement des Ministères	2 212 474 615 407	1 843 728 846 172	2 001 365 608 153	108,5%	14,6%
9	Fonds de Péréquation	1 957 558 208 134	1 631 298 506 778		0,0%	0,0%
10	Frais Financiers	220 164 435 262	183 470 362 718	92 716 669 925	50,5%	0,7%
11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 213 593 041 484	1 011 327 534 570	714 924 513 111	70,7%	5,2%
12	Investissements sur Ressources Extérieures	11 446 365 603 707	9 538 638 003 089	461 332 081 335	4,8%	3,4%
13	Investissements sur Ressources Propres	1 696 017 733 150	1 413 348 110 958	44 198 503 596	3,1%	0,3%
14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	3 374 121 166 780	2 811 767 638 983	43 875 007 408	1,6%	0,3%
15	Mise à la Retraite	270 211 249 514	225 176 041 262	77 513 049 240	34,4%	0,6%
16	Rémunérations	8 125 021 236 950	6 770 851 030 792	6 913 452 956 725	102,1%	50,4%
17	Rétrocession aux Régies Financières	1 367 124 995 389	1 139 270 829 491	1 084 766 986 898	95,2%	7,9%
18	Subventions aux Organismes Auxiliaires	343 650 000 000	286 375 000 000	5 366 189 711	1,9%	0,0%
19	Subventions aux Services Déconcentrés	22 750 000 000	18 958 333 333		0,0%	0,0%
20	Subventions aux Services Ex-BPO	30 480 000 000	25 400 000 000	2 364 204 358	9,3%	0,0%
21	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	906 327 796 425	755 273 163 688	184 890 160 231	24,5%	1,3%
22	TVA Remboursable	285 150 955 746	237 625 796 455		0,0%	0,0%
	Total	37 366 273 942 286	31 138 561 618 571	13 726 331 597 859	44,1%	100%

- **Bourse d'étude (RB1) :** 140.959.214 FC contre les prévisions linéaires de 8.333.333.333 FC, soit un taux d'exécution de 1,7%. Le bénéficiaire de cette bourse est le ministère de l'Enseignement supérieur et universitaire ;
- **Charges communes (RB2) :** 188.413.085.801 FC contre les prévisions linéaires de 242.493.361.907 FC, soit un taux d'exécution de 77,7%. Les dépenses liées aux charges communes ont été influencées par les dépenses de carburant (62.759.956.166 FC), les diverses commissions bancaires (61.779.008.160 FC) ainsi que les frais d'assurances (22.474.564.935 FC) et frais médicaux et pharmaceutiques (16.952.315.699 FC) ;
- **Contrepartie des projets (RB3) :** 37.386.928.313 FC contre les prévisions linéaires de 84.148.333.333 FC, soit un taux d'exécution de 44,4% pour l'acquisition d'équipements médico-chirurgicaux, de diagnostic et hospitaliers ;
- **Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4) :** 69.805.716.205 FC contre les prévisions linéaires de 683.333.333.333 FC, soit un taux d'exécution de 10,2% décaissées spécialement pour le fonds spécial d'intervention ;
- Quant à la **Dette publique (RB5)**, elle est exécutée à 211.499.905.568 FC contre les prévisions linéaires de 955.717.072.274 FC, soit un taux d'exécution de 22,1%. Principalement pour la dette extérieure envers le Club de Kinshasa, l'exécution s'élève à 90.156.270.531 FC et la dette

Multilatérale pour un montant de 111.933.712.604 FC. Pour la dette intérieure, la dette Commerciale est payée à hauteur de 8.011.051.983 FC et la dette Sociale à 1.398.870.450 FC ;

- **Financement des réformes (RB6) :** 218.872.317.673 FC contre les prévisions linéaires de 59.416.666.667 FC, soit un taux d'exécution de 368,4% pour diverses réformes menées dans le pays notamment celle de l'administration publique et des finances publiques à hauteur de 182.292.517.066 FC ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) :** 1.373.446.754.393 FC contre les prévisions linéaires de 1.209.526.986.101 FC, soit un taux d'exécution de 113,6% orientée vers le fonds spécial d'intervention (894.249.330.058 FC), les autres prestations (151.048.111.488 FC), ainsi que 54.460.877.190 FC en faveur de frais secret de recherche et 140.439.284.228 FC pour les différents fonctionnements ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) :** 2.001.365.608.153 FC contre les prévisions linéaires de 1.847.478.846.172 FC, soit un taux d'exécution de 108,3% au profit du fonds spécial d'intervention avec une enveloppe de 498.359.420.041 FC, frais secret de recherche de l'ordre de 497.219.953.152 FC et des différents transferts aux ambassades et postes consulaires avec une somme de 21.440.320.760 FC ;
- **Frais financiers (RB10) :** 92.716.669.925 FC contre les prévisions linéaires de 183.470.362.718 FC, soit un taux d'exécution de 50,5%. Il s'agit des intérêts produits par le club de Kinshasa (11.669.332.976 FC) et la dette multilatérale (81.047.336.949 FC) ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) :** exécutées à hauteur de 714.924.513.111 FC contre les prévisions linéaires de 1.010.660.867.903 FC, soit un taux d'exécution de 70,7% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) :** exécutés à 4,8% contre les prévisions linéaires 9.538.638.003.089 FC pour acquisition des divers équipements (212.380.789.502 FC) au profit du ministère de la Santé Publique, Hygiène et Prévention ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) :** décaissés à hauteur de 44.198.503.596 FC contre les prévisions linéaires de 1.413.348.110.958 FC, soit un taux d'exécution de 3,1% pour la Réhabilitation des aéroports Kavumu, Kananga, Goma (36.595.241.952 FC) ;
- **Investissements sur transfert aux provinces et ETD (RB14) :** 43.875.007.408 FC contre les prévisions linéaires de 2.811.767.638.983 FC, soit un taux d'exécution de 1,6% ;
- **Mise à la retraite (RB15) :** 77.513.049.240 FC contre les prévisions linéaires de 225.176.041.262 FC, soit un taux d'exécution de 34,4% au profit de la pension de retraite et rente des différents fonctionnaires de l'Etat ;
- **Rémunérations (RB16) :** à fin octobre, les rémunérations exécutées s'élèvent à 6.913.452.956.725 FC contre les prévisions linéaires de 6.770.851.030.792 FC, soit un taux d'exécution de 102,1%. Il est à noter que ces rémunérations représentent 50,4% des dépenses du budget général exécutées ;

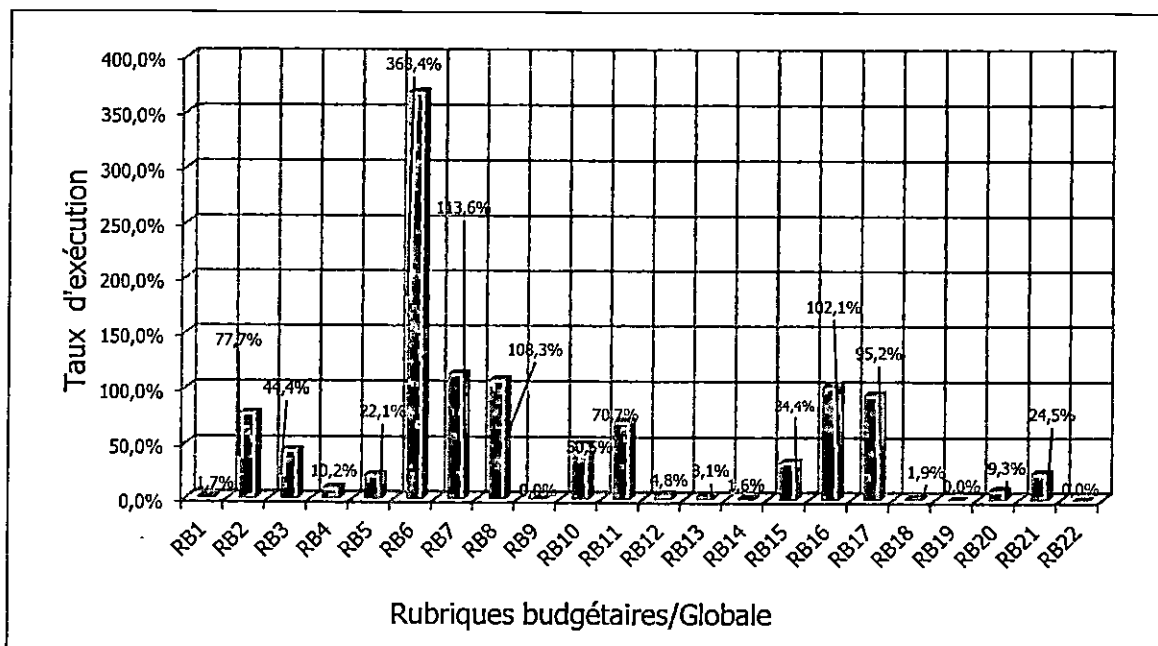
La mise en œuvre de la politique salariale au quatrième trimestre 2024 a permis notamment l'harmonisation de l'enveloppe salariale et d'autres avantages du personnel de la Recherche Scientifique et Innovation Technologique, la prise en compte de l'effectif non payé au niveau national et du Sud Kivu du Cadre Permanent de Concertation Économique, la correction et la mécanisation des administratifs, assistants et professeurs des différentes institutions universitaires ainsi que la poursuite de l'application du barème de BIBWA, l'application intégrale du barème et la prise en charge du personnel additionnel de l'entité de liaison du droit de l'homme, le paiement de la prime institutionnelle de 33 professeurs et fonctionnaires ainsi que

les arriérés de T3 2024 au profit de 95 administratifs de la cour de cassation, le déploiement du Service National à Lubumbashi, Kinzau Myuete, Maniema, Haut Lomami et Kinshasa, le réajustement des grades à certains cadres à la Bibliothèque Nationale du ministère de Culture et Arts;

- **Rétrocession aux Administrations financières (RB17)** : 1.084.766.986.898 FC contre les prévisions linéaires de 1.139.270.829.491 FC, soit un taux d'exécution de 95,2% ;
- **Subventions aux organismes auxiliaires (RB18)** : la subvention aux budgets annexes au mois d'octobre, a été exécutée au montant de 5.366.189.711 FC contre les prévisions linéaires de 286.375.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 1,9% ;
- **Subventions aux services ex-BPO (RB20)** : 2.364.204.358 FC contre les prévisions linéaires de 25.400.000.000 FC, soit un taux d'exécution de 9,3% ;
- **Transfert aux Provinces et ETD (RB21)** : 184.890.160.231 FC contre les prévisions linéaires de 755.273.163.688 FC, soit un taux d'exécution de 24,5%.

A fin octobre, les rubriques, **Fonds de péréquation (RB9)**, **Subvention aux Services Déconcentrés (R19)**, et la **TVA remboursable (RB22)** n'ont pas encore été payées.

Graphique n° 4 : Exécution par rubrique budgétaire/Globale



5. Les **Charges transférées en Provinces et ETD (40%)** ont connu une exécution de 2.745.999.577.631 FC, contre les prévisions linéaires de 6.888.417.738.827 FC, soit un taux d'exécution de 44,4%.

La majeure partie de dépenses des charges transférées en province a été payée dans la rubrique Rémunérations de l'ordre de 2.208.936.752.336 FC contre les prévisions linéaires de 2.359.239.242.541 FC, soit un taux d'exécution de 93,6% ;

Le niveau d'exécution de la rubrique Investissement sur Transfert aux Provinces et ETD pour cette période, a été payé principalement pour la Construction des infrastructures sanitaires (2.385.352.546 FC) dans le Tanganyika et l'implantation des parcs et la relance des activités agricoles dans la province de la Tshopo de l'ordre de 3.313.835.816 FC.

Les dépenses sociales retenues dans la Loi de finances 2024, correspondant au critère des *dépenses de lutte contre la pauvreté (DLCP)*, renvoient à la somme des dépenses de l'administration centrale (Santé, Éducation,...), spécialement les dépenses de santé reproductive, maternelle, néonatale, infantile et adolescente (SRMNEA) et soins de santé primaires, les décaissements du cofinancement de vaccins soutenu par GAVI et achat de vaccins traditionnels ainsi que les décaissements du cofinancement tuberculose / paludisme / VIH/SIDA. Elles renseignent un niveau de 3.970.720.000.354 FC, contre les prévisions linéaires de 11.268.419.373.301 FC, soit un taux d'exécution de 35,2%.

Le tableau ci-dessous renseigne les détails de l'exécution de dépenses de la lutte contre la pauvreté (DLCP) par rubrique budgétaire.

Tableau n° 4 : Dépenses sociales à fin octobre 2024

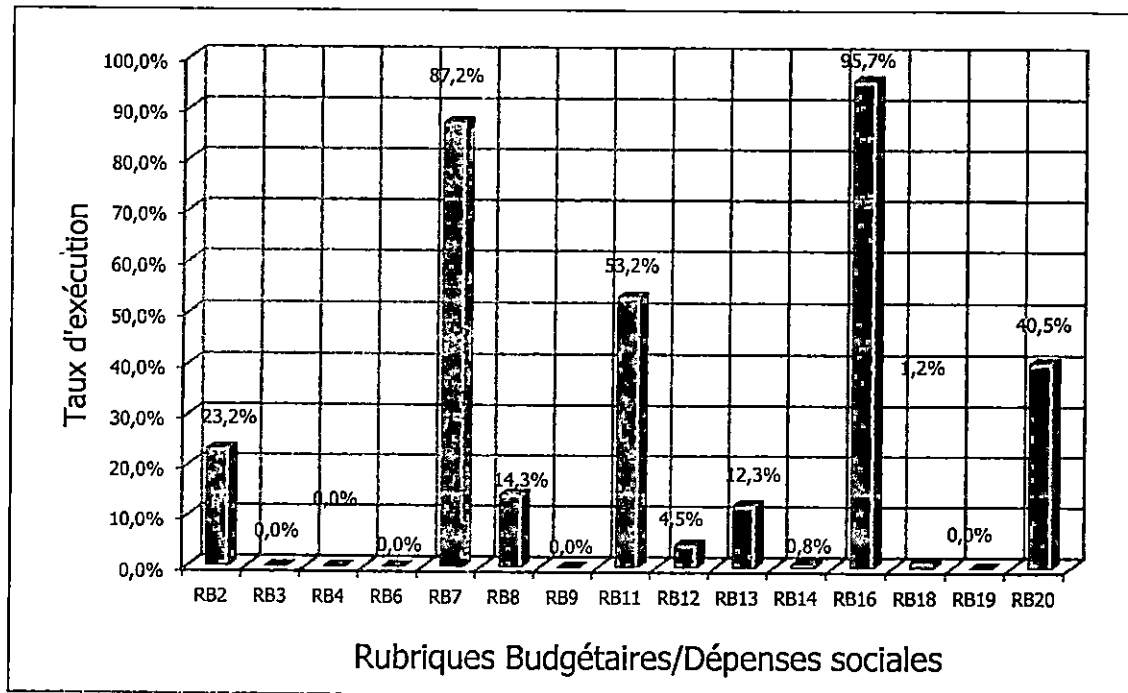
Code	Rubrique	Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Exécuté	Taux d'exécution	Structure d'exécution
1	Charges Communes	104 826 344 788	87 355 287 323	20 260 851 614	23,2%	0,5%
2	Contrepartie des Projets	16 098 214 922	13 415 179 102		0,0%	0,0%
3	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	40 000 000 000	33 333 333 333		0,0%	0,0%
4	Financement des Réformes	6 056 470 250	5 047 058 542		0,0%	0,0%
5	Fonctionnement des Institutions	202 095 680 546	168 413 067 122	146 888 208 832	87,2%	3,7%
6	Fonctionnement des Ministères	247 457 613 862	206 214 678 218	29 411 480 488	14,3%	0,7%
7	Fonds de Péréquation	924 554 874 163	770 462 395 136		0,0%	0,0%
8	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	401 436 723 890	334 530 603 242	177 998 364 543	53,2%	4,5%
9	Investissements sur Ressources Extérieures	4 079 136 751 589	3 399 280 626 324	151 635 571 680	4,5%	3,8%
10	Investissements sur Ressources Propres	357 491 775 297	297 909 812 748	36 595 241 952	12,3%	0,9%
11	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	2 809 849 709 242	2 341 541 424 368	17 611 516 351	0,8%	0,4%
12	Rémunérations	4 247 343 487 418	3 539 452 906 182	3 387 599 689 670	95,7%	85,3%
13	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 171 963 063	61 809 969 219	730 820 401	1,2%	0,0%
14	Subventions aux Services Déconcentrés	3 571 231 839	2 976 026 533		0,0%	0,0%
15	Subventions aux Services Ex-BPO	5 594 909 510	4 662 424 592	1 888 754 823	40,5%	0,0%
16	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	2 417 497 582	2 014 581 318	99 500 000	4,9%	0,0%
	Total	13 522 103 247 961	11 268 419 373 301	3 970 720 000 354	35,2%	100%

- **Charges communes (RB2) : 20.260.851.614 FC** contre les prévisions linéaires de 87.355.287.323 FC, soit un taux d'exécution de 23,2% ;
- **Fonctionnement des Institutions (RB7) : 146.888.208.832 FC** contre les prévisions linéaires de 168.413.067.122 FC, soit un taux d'exécution de 87,2% ;
- **Fonctionnement des Ministères (RB8) : 29.411.480.488 FC** contre les prévisions linéaires de 206.214.678.218 FC, soit un taux d'exécution de 14,3% ;
- **Interventions économiques, sociales, culturelles et scientifiques (RB11) : 177.998.364.543 FC** contre les prévisions linéaires de 334.530.603.242 FC, soit un taux d'exécution de 53,2% ;
- **Investissements sur ressources extérieures (RB12) : 151.635.571.680 FC** contre les prévisions linéaires de 3.399.280.626.324 FC, soit un taux d'exécution de 4,5% ;
- **Investissements sur ressources propres (RB13) : 36.595.241.952 FC** contre les prévisions linéaires de 297.909.812.748 FC, soit un taux d'exécution de 12,3% ;

- Investissements sur transfert aux Provinces et ETD (RB14) : 17.611.516.351 FC contre les prévisions linéaires de 2.341.541.424.368 FC, soit un taux d'exécution de 0,8% ;
- Rémunérations (RB16) : 3.387.599.689.670 FC contre les prévisions linéaires de 3.539.452.906.182 FC, soit un taux d'exécution de 95,7% ;
- Subventions aux Services Déconcentrés (R19) : 730.820.401 FC contre les prévisions linéaires de 61.809.969.219 FC, soit un taux d'exécution de 1,2% ;
- Subventions aux Services ex-BPO (RB20) : 1.888.754.823 FC contre les prévisions linéaires de 4.662.424.592 FC, soit un taux d'exécution de 40,5%.
- Transfert aux provinces et ETD (fonctionnement) (RB21) : 99.500.000 FC contre les prévisions linéaires de 2.014.581.318 FC, soit un taux d'exécution de 4,9%.

Les rubriques Contrepartie des projets (RB3), Dépenses exceptionnelles sur ressources propres (RB4), Financement des reformes (RB6), Fonds de péréquation (RB9), Subventions aux organismes auxiliaires (RB18) n'ont connu aucun paiement en ce mois.

Graphique n°5 : Exécution par rubrique budgétaire/Dépenses sociales



II. SUIVI DE LA FLUIDITE DU CIRCUIT

1. Les informations relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense globale en termes de nombre de dossiers et en valeur sont affichées dans les tableaux 5 et 6.

Tableau n° 5 : Nombre de dossiers de dépenses globales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Engagé 1	Liquidé 2	Ordonné 3	Payé 4	Structure	Taux (4/1)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	77	77	73	66	0,0%	85,7%
2	FRAIS FINANCIERS	147	147	147	139	0,1%	94,6%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	107 108	106 533	106 774	106 046	73,7%	99,0%
4	BIENS ET MATERIELS	2 697	2 648	2 422	1 365	0,9%	50,6%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	31 948	31 824	31 260	29 697	20,6%	93,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	8 633	8 494	7 814	6 543	4,5%	75,8%
7	EQUIPEMENTS	152	137	83	47	0,0%	30,9%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	44	42	21	9	0,0%	20,5%
Total		150 806	149 902	148 594	143 912	100%	95,4%

Après étude des données du tableau n° 5, la grande partie des dépenses de l'Etat pour cette période a été payée en faveur des dépenses de personnel.

Les investissements (équipements et construction, réfection et réhabilitation) ont connu une exécution de 51,4% contre 61,5% à fin septembre 2024. Un paiement régulier des dossiers d'investissement devra être maintenu afin d'atteindre la croissance et le développement du pays.

Tableau n° 6 : Exécution des dépenses globales par étape de la Chaîne de la dépense en valeur et leur taux de fluidité

Code	Titre	Crédit Voté	Prévision Linéaire (10 mois)	Engagement		Liquidation		Ordonnement		Payé	
				Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	1 146 860 486 729	955 717 072 274	271 860 769 824	28,4%	271 860 769 824	100,0%	253 601 713 241	93,3%	211 499 905 568	83,4%
2	FRAIS FINANCIERS	220 164 435 262	183 470 362 718	102 003 209 804	55,6%	102 003 209 804	100,0%	102 003 209 804	100,0%	92 716 669 925	90,9%
3	DEPENSES DE PERSONNEL	8 743 294 334 098	7 286 078 611 748	7 290 793 933 529	100,1%	7 298 579 571 013	100,1%	7 261 174 790 982	99,5%	7 097 971 854 578	97,8%
4	BIENS ET MATERIELS	482 286 603 752	401 905 503 127	938 557 601 743	233,5%	926 350 832 712	98,7%	893 884 586 073	96,5%	590 737 198 437	66,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	1 127 136 771 220	939 280 642 683	2 475 510 225 020	263,6%	2 446 927 869 876	98,8%	2 007 537 848 222	82,0%	1 545 744 602 427	77,0%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	7 069 073 101 873	5 890 894 251 561	5 555 771 031 490	94,3%	5 539 934 102 641	99,7%	5 086 439 005 235	91,8%	3 600 769 346 271	70,8%
7	EQUIPEMENTS	12 754 038 925 771	10 628 365 771 476	762 038 091 975	7,2%	675 737 041 426	88,7%	492 691 276 301	72,9%	435 096 392 784	88,3%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	5 823 419 283 581	4 852 849 402 984	358 519 799 324	7,4%	348 656 775 550	97,2%	236 001 736 398	67,7%	151 795 627 869	64,3%
Total		37 366 273 942 286	31 138 561 618 572	17 755 054 662 709	57,0%	17 610 050 172 845	99,2%	16 333 334 166 256	92,8%	13 726 331 597 059	84,0%

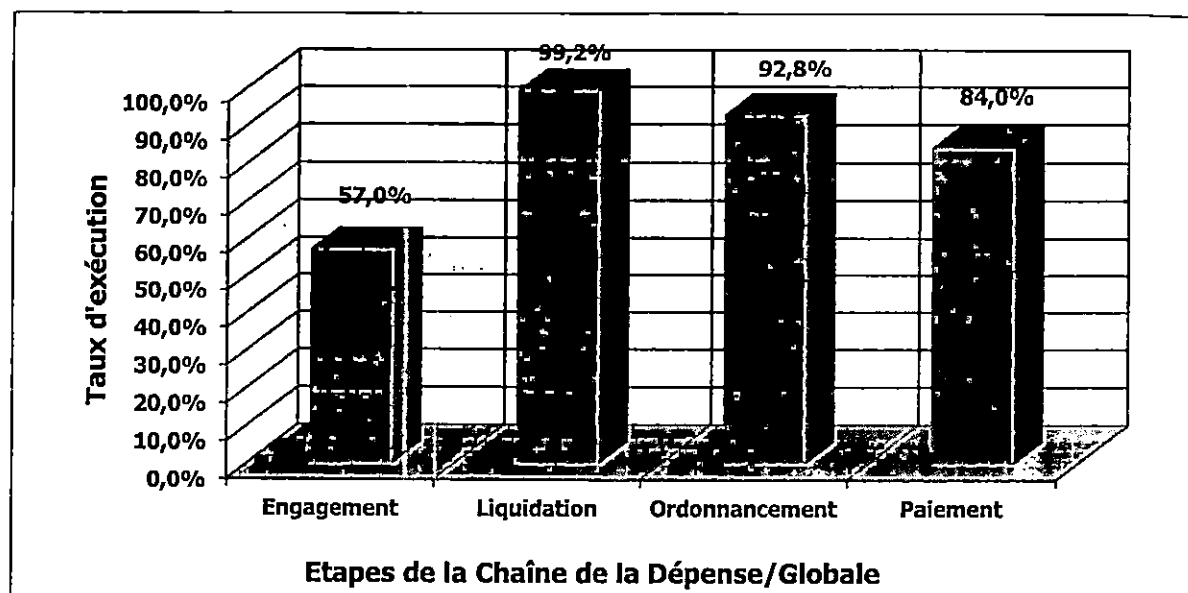
(T.F.) = Taux de fluidité d'une étape à une autre en %.

2. Dans l'ensemble, les différentes étapes de l'exécution de la dépense globale affichent les statistiques suivantes :

- **Engagement** : 17.755.054.662.709 FC, contre les prévisions linéaires de 31.138.561.618.571 FC, soit un taux global de fluidité de 57,0% ;

- **Liquidation** : 17.610.050.172.845 FC dégageant un taux global de fluidité de 99,2% par rapport aux engagements ;
- **Ordonnancement** : 16.333.334.166.256 FC, renseignant un taux global de fluidité de 92,8% par rapport aux liquidations ;
- **Paiement** : 13.726.331.597.859 FC indiquant un taux global de fluidité de 84,0% par rapport aux ordonnancements.

Graphique n°6 : Exécution de dépenses par étape de la Chaîne/Globale



3. Les données relatives aux différentes étapes de l'exécution de la dépense de lutte contre la pauvreté en termes des volumes de dossiers et en valeur sont renseignées dans les tableaux 7 et 8 ci-après :

Tableau n° 7 : Volume de dossiers de dépenses sociales par étape de la Chaîne.

Code	Titre	Engage	Liquide	Ordonnance	Paye	Structure
3	DEPENSES DE PERSONNEL	48 494	48 492	48 422	48 269	93,4%
4	BIENS ET MATERIELS	514	508	469	218	0,4%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	815	796	660	254	0,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	3 589	3 512	3 335	2 890	5,6%
7	EQUIPEMENTS	77	66	35	30	0,1%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	20	19	10	5	0,0%
	Total	53 509	53 393	52 931	51 666	100,0%

Du tableau n° 7 ci-dessus, il se dégage que les Dépenses sociales sont plus orientées vers les dépenses du personnel.

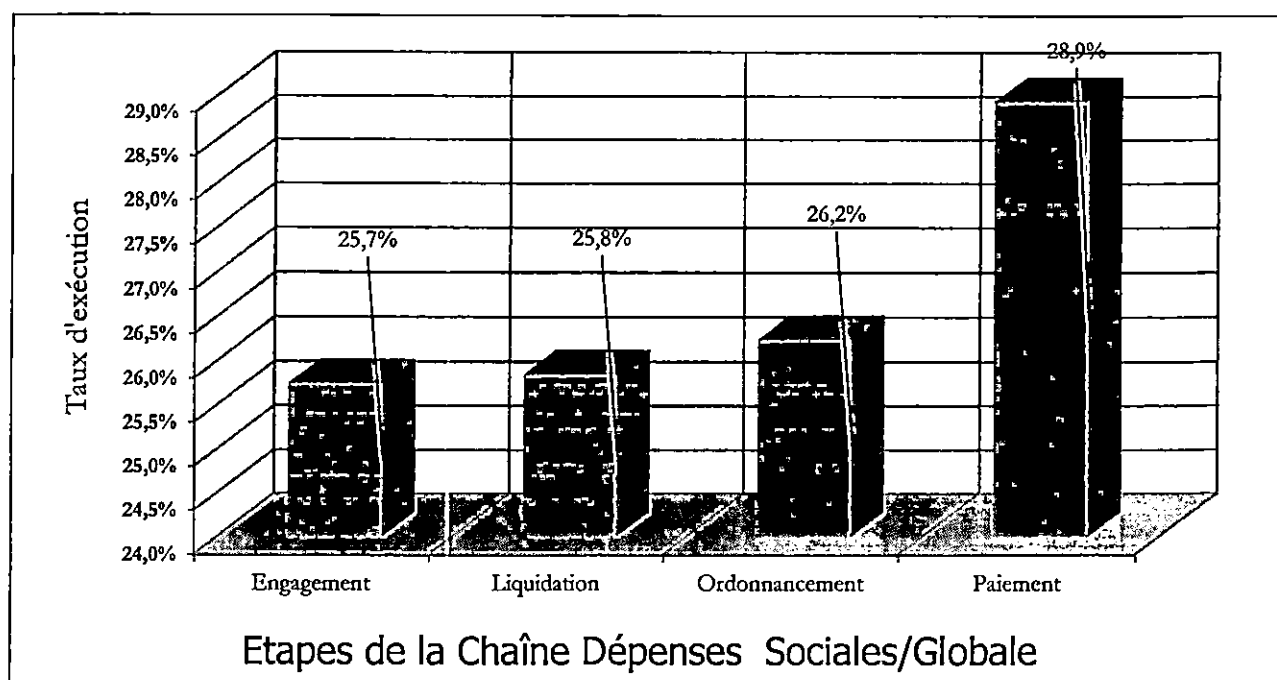
Tableau n° 8 : Exécution en valeur de dépenses sociales par étape de la Chaîne

Code	Titre	Crédit Voté	Engagement		Liquidation		Ordonnancement		Paiement	
			Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF	Montant	TF
3	DEPENSES DE PERSONNEL	4 321 230 615 255	3 419 115 787 144	79,1%	3 419 020 877 539	100,0%	3 415 291 616 886	99,9%	3 397 472 001 224	99,5%
4	BIENS ET MATERIELS	85 322 240 615	57 515 106 247	67,4%	56 722 637 672	98,6%	54 388 574 917	95,9%	32 684 949 973	60,1%
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	248 155 667 385	181 664 325 653	73,2%	179 096 716 927	98,6%	130 066 219 340	72,6%	47 483 931 149	36,5%
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	677 845 901 911	576 182 735 557	85,0%	576 961 246 700	100,1%	458 145 182 994	79,4%	287 137 288 025	62,7%
7	EQUIPEMENTS	4 313 446 291 559	178 507 355 124	4,1%	163 004 929 848	91,3%	97 627 992 115	59,9%	86 920 940 586	89,0%
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGE ET EDIFICE, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 876 102 531 236	156 589 655 867	4,0%	155 691 597 664	99,4%	129 273 216 472	83,0%	119 020 889 397	92,1%
Total		13 522 103 247 961	4 569 574 965 591	33,8%	4 550 498 006 348	99,6%	4 284 792 802 724	94,2%	3 970 720 000 354	92,7%

4. Comparées aux dépenses globales, suivant les différentes étapes de la chaîne, les dépenses sociales ont été exécutées comme suit :

- **Engagement** : 4.569.574.965.591 FC, soit un taux de 25,7% par rapport aux engagements globaux ;
- **Liquidation** : 4.550.498.006.348 FC, soit un taux de 25,8% par rapport aux liquidations globales ;
- **Ordonnancement** : 4.284.792.802.724 FC, soit un taux de 26,2% par rapport aux ordonnancements globaux ;
- **Paiement** : 3.970.720.000.354 FC, soit un taux de 28,9% par rapport aux transferts globaux.

Graphique n°7 : Exécution par étape des dépenses sociales par rapport aux dépenses globales



III. PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT LOCAL A LA BASE DE 145 TERRITOIRES

a. Brève présentation du PDL-145 T

La République Démocratique du Congo s'est résolue de développer son territoire national à travers un projet ambitieux ayant une vision élargie de développement à la base initié par le Président de la République, Chef de l'Etat intitulé « **Programme de Développement Local de 145 Territoires** » PDL-145T en sigle. Ce projet vise principalement à combattre la pauvreté et les inégalités sociales dans les différents milieux de vie de la population congolaise à travers la réduction des inégalités, la redynamisation des activités économiques locales, la transformation des conditions et du cadre de vie dans les zones jusque-là mal desservies par les infrastructures et services sociaux de base.

La mise en œuvre de PDL-145T qui bénéficie des financements du Trésor public et des contributions des partenaires au développement (PTFs) est exécutée par les trois agences, à savoir : le Bureau Central de Coordination (BCECO), la Cellule des Financements en faveur des Etats Fragiles (CFEF) et le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Au 31 décembre 2022, le Gouvernement a lancé le démarrage de deux volets du PDL-145T, à savoir :

- Composante 1 : Construction des écoles, centres de santé et bâtiments administratifs ;
- Composante 2 : Réhabilitation et entretien des routes de desserte agricole.

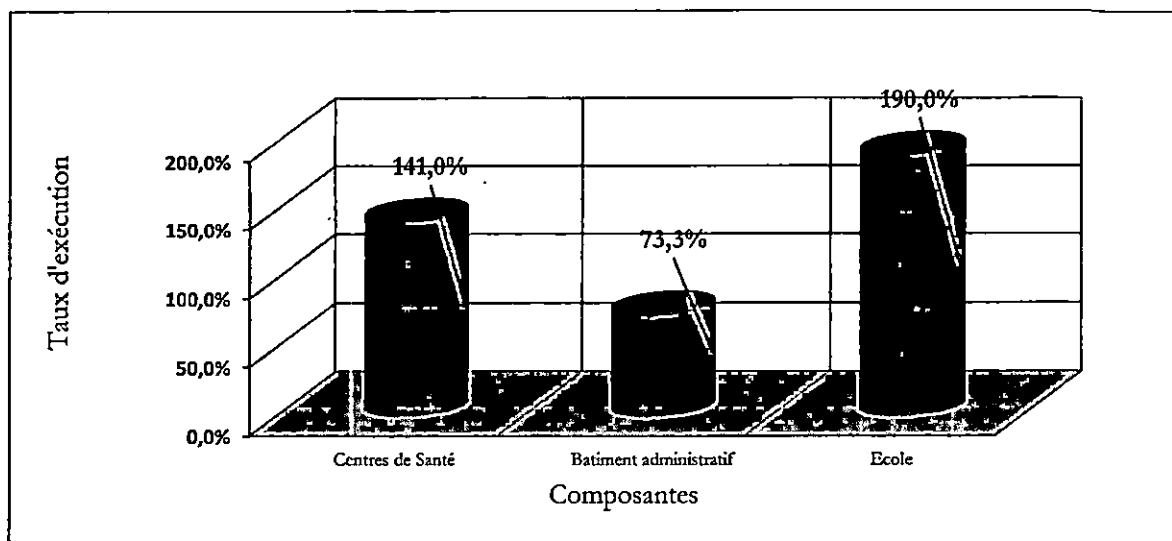
A ce jour, le niveau d'exécution connaît un progrès significatif dans la première composante.

b. Synthèse des exécutions du PDL-145 T

Au deuxième trimestre 2023, les projets PDL-145T ont été exécutés à hauteur de 266.459.352.909 FC, soit 44,8% par rapport aux prévisions linéaires de 594.460.292.338 FC de l'ensemble de projets PDL-145T et de 129,1% contre les prévisions linéaires de 206.350.967.622 FC liés uniquement aux projets de construction d'écoles, de centres de santé et bâtiments administratifs.

- Construction de centres de santé : 74.607.522.600 FC contre les prévisions linéaires de 52.898.299.595 FC, soit un taux d'exécution de 141,0 %.
- Construction d'écoles : 129.294.821.416 FC contre les prévisions linéaires de 68.062.002.797 FC, soit un taux d'exécution de 190,0%.
- Construction de bâtiments administratifs : 62.557.008.893 FC contre les prévisions linéaires de 85.390.665.230 FC, soit un taux d'exécution de 73,3 % et particulièrement pour la province du Kongo Central, l'enveloppe décaissée s'élève à 26.263.491.057 FC.

Graph. n°8 : Exécution de la composante 1 du PDL – 145 T



NB : Par ailleurs, il sied de signaler que les données PDL-145T du troisième trimestre 2023 et du premier semestre 2024, sont en cours de traitement. En outre, ce programme, comptant dans la vision de Son Excellence Monsieur le Président de la République, Chef de l'Etat parmi les acquis phares du quinquennat antérieur, a reçu le crédit d'un montant de 755.490.000.000 FC dans la loi de finances 2024.

IV. OBSERVATION

Il importe de rappeler à tous les acteurs de la chaîne de la dépense que la Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique (DGTCP) devra capter les avis de débits lui transmis par la Banque Centrale du Congo (BCC). Cela permettra à la DGPPB qui a en charge le suivi statistique de l'exécution du Budget, de produire des ESB exhaustifs et crédibles dans les délais.

V. RECOMMANDATIONS

Au cours de la réunion du 21 juin 2024 sur la conciliation des chiffres entre l'ESB et le TOFE/PTR, réunissant tous les intervenants dans la chaîne de la dépense, il se dégage les points ci-dessous :

Tableau n° 9 : Evaluation des recommandations

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
1.	Les réunions de conciliation devront se tenir deux fois le mois (bihebdomadaire) pour un début et par la suite de manière mensuelle c'est-à-dire une fois le mois ;	DGPPB	En cours d'organisation
2.	Transmission des avis des débits ;	CII	Non exécutée
3	Transmission mensuelle des décaissements ;	DGTCP	- Exécutée de janvier à août 2024 - Non exécutée de septembre à octobre 2024

N°	Recommandations	Acteurs	Niveau d'évaluation
4.	La PGAI a souhaité que la transmission des données relatives aux ressources extérieures s'effectue trimestriellement ;	PGAI	Non exécutée
5.	La CTSP devra envoyer régulièrement à la DGPPB le rapport validé de l'exécution du PDL-145T ;	CTSP-DGPPB	Rapport exécuté à fin septembre 2024
6.	La DGPPB devra mettre à la disposition de la CTSP et de la PGAI un modèle de présentation des données selon la nomenclature budgétaire ;	DGPPB-CTSP-PGAI	Exécutée
7.	La DGPPB devra être associée dans la commission technique de mise en œuvre du PDL-145T ;	CTSP	Non exécutée
8.	La CSTP/PDL 145-T a souhaité qu'il y ait des rencontres entre la DGPPB et la CSTP pour améliorer l'échange des données dans le cadre du PDL-145T.	CTSP-DGPPB	Non exécutée

Source : Secrétariat Technique ESB

Fait à Kinshasa, le 23 JAN 2025

Pour le Directeur Général en congé,

Jean MBUYI MUKÉBA

Directeur



[Handwritten signature]